

# Contribution de la société civile au VNR 2023

## Général

À la demande de la Conférence interministérielle pour le développement durable (CIMDD), un large processus participatif a été lancé à l'automne 2022, donnant aux organisations de la société civile l'occasion d'apporter leur contribution au processus d'élaboration de l'Examen national volontaire (VNR). Dans ce processus, le Conseil Fédéral du Développement Durable<sup>1</sup> a joué un rôle de coordination.

De nombreuses organisations ont été invitées à soumettre leur point de vue en réponse à un questionnaire. Plus de 30 réponses ont été reçues. Des synthèses ont été faites de toutes ces réponses, par groupe sociétal.<sup>2</sup> Des sessions interactives ont également eu lieu lors du SDG Forum, qui s'est déroulé le 4 octobre à Bruxelles.<sup>3</sup> Les organisations et les citoyens ont pu dialoguer entre eux sur le VNR, en partie sur la base des réactions soumises précédemment. Le résultat des synthèses et des discussions a été remis à la CIMDD.

Les organisations de la société civile ont apprécié que - par rapport au processus VNR de 2017 - une plus grande place ait été accordée à la participation pendant la phase préparatoire de la rédaction du VNR.<sup>4</sup> Il n'est pas certain que cette contribution ait été effectivement prise en compte et ait conduit à un ajustement du rapport préparé par les différents niveaux politiques de la Belgique. Aucun retour d'information n'a été fourni par la CIMDD sur ce qui a été fait de la contribution de la société civile.

Un avis conjoint a été émis par plusieurs conseils consultatifs au début de l'année 2023 sur le projet de VNR alors disponible. Cet avis évaluait, entre autres, s'il y avait un net progrès en termes de qualité du rapport VNR par rapport à la version de 2017. Le premier rapport VNR de 2017 a été décrit comme une "mesure de référence". Il a été convenu que le deuxième VNR serait beaucoup plus une évaluation de la mise en œuvre des politiques qu'une liste d'intentions. Son évaluation peut être trouvée dans l'avis susmentionné.<sup>5</sup>

Ce chapitre résume la contribution et les attentes de la société civile à l'égard du VNR, telles qu'elles ont été exprimées lors du processus participatif de l'automne 2022. Les réponses ont été compilées par groupe de la société civile. Elles sont basées sur les contributions reçues des organisations et ne donnent donc pas nécessairement une image complète de l'ensemble de ce groupe de la société civile.

---

<sup>1</sup> CFDD: <https://frdo-cfdd.be/>

<sup>2</sup> Toutes les contributions et les synthèses ont été rassemblées sur le site web du CFDD: <https://frdo-cfdd.be/fr/actualites/contribution-de-la-societe-civile-a-lexamen-national-volontaire-2023/>

<sup>3</sup> SDG Forum 2022: <https://sdgforum.be/>

<sup>4</sup> Sur le projet de VNR de 2017, quelques conseils consultatifs ont émis un avis: <https://frdo-cfdd.be/fr/avis/05-avis-sur-le-rapport-belge-pour-la-voluntary-national-review-2017/>

<sup>5</sup> Voir : <https://frdo-cfdd.be/fr/avis/05-avis-sur-le-projet-de-voluntary-national-review-2023/>

## La contribution de la société civile à la mise en œuvre de l'Agenda 2030<sup>6</sup>

### Entreprises

Les différentes organisations représentant les entreprises soutiennent ou promeuvent des actions autour de l'ensemble des ODD, avec quelques accents.

L'organisation agricole *Boerenbond* a beaucoup de projets concrets visant à renforcer le secteur agricole face aux grands défis environnementaux, sociaux et écologiques. Il faut trouver des réponses aux questions du climat, de l'énergie et de la nature tout en assurant un revenu décent.

L'union wallonne des entreprises *UWE* a mis l'accent sur la sensibilisation et l'éducation des entreprises à l'ensemble des ODD. Ainsi, un site web spécial a été développé pour les membres de l'UWE, en collaboration avec le gouvernement wallon. Il répertorie toutes sortes d'entreprises wallonnes actives autour de 63 des 169 cibles des ODD. Les entreprises qui souhaitent s'engager dans certains ODD sont guidées dans cette démarche, via un certain nombre de cellules thématiques.

L'organisation nationale des entreprises, la *FEB*, se réfère à sa mission renouvelée "Creating Value for Society" pour sa propre contribution. L'organisation veut être le guide pour orienter les entreprises à travers les grands défis sociétaux et socio-économiques de l'avenir. Elle travaille par exemple à des visions à long terme dans différents domaines transversaux du domaine de la mobilité (mobilité, économie circulaire, fiscalité, énergie, marché du travail, numérisation, etc.) Cela se fait par le biais d'études, de rapports et de participation à des débats publics. En collaboration avec toutes les fédérations sectorielles, une vision d'avenir générale pour notre pays a également été élaborée, intitulée Horizon 2030. Celle-ci fait explicitement référence aux ODD en tant que cadre et à l'intention de rendre notre pays "à l'épreuve des ODD". L'organisation choisit également de sensibiliser aux nouvelles tendances et de mettre en évidence les bonnes pratiques. Ses secteurs membres ont également produit des rapports de durabilité et des feuilles de route.

L'organisation d'entreprises flamande *Voka* tente d'intégrer les ODD dans ses propres activités de diverses manières. Le "Plan Growing Together", qui met l'accent sur la santé, l'innovation et la durabilité, en est l'élément central. Via la charte *Voka Duurzaam Ondernemen*, plus de 300 entreprises sont activement soutenues dans leurs plans de mise en œuvre des 17 ODD. Les entreprises peuvent recevoir des certificats pour leurs efforts et *Voka* collabore avec *Cifal Flandre* et *l'UNITAR* à cette fin. En outre, pour des ODD spécifiques, il existe par exemple des réseaux d'apprentissage sur l'énergie et l'entrepreneuriat durable, des projets de numérisation, une plateforme sur les soins de santé, etc.

L'organisation faîtière des employeurs *Verso* asbl représente les entreprises sociales. *Verso* intègre les ODD dans ses activités quotidiennes depuis des années. Par la sensibilisation et l'information sur les bonnes pratiques, elle promeut l'entrepreneuriat durable et l'innovation, y compris dans le cadre du dialogue social. *Verso* dirige le projet "Hand on inclusion" pour la Flandre. Il propose des actions intersectorielles et des initiatives de formation et d'éducation sur les ODD. Par le biais du projet *ECOSWITCH*, elle travaille sur l'action et la transition des secteurs sur les ODD.

Les discussions au cours du *SDG Forum* ont montré que beaucoup d'entreprises, y compris les petites entreprises, contribuent à la réalisation des *SDG*, même si elles ne le communiquent pas toujours ou ne

---

<sup>6</sup> Dans les contributions individuelles des différentes organisations, telles qu'elles figurent sur le site web du *CFDD*, des liens vers les initiatives concrètes mentionnées peuvent être trouvés dans chaque cas. Ce chapitre ne contient qu'une sélection limitée de toutes les initiatives.

le certifient pas. Il y a également été mentionné que les partenariats avec les ONG peuvent augmenter l'engagement des entreprises.

### Syndicats

Les différentes organisations syndicales accordent une attention particulière aux ODD dans le cadre de leurs activités.

Pour le syndicat libéral *CGSLB*, l'accent est mis ici sur le P de 'People'. Plus précisément, il s'agit des ODD 3, ODD 4, ODD 8, ODD 11, ODD 12, ODD 13, ODD 16, ODD 17. L'organisation est fortement engagée dans la formation et la sensibilisation des représentants syndicaux par le biais du 'Sustatool'. Grâce à cet outil, ils peuvent introduire les ODD sur le lieu de travail par le biais du dialogue social. La méthodologie utilisée par l'organisation pour intégrer les ODD sur le lieu de travail a été sélectionnée par l'UE comme une bonne pratique. Le *CGSLB* a proposé son travail avec le *Sustatool* à d'autres syndicats européens, dans le cadre de l'ODD 17 (partenariats). Par le biais de sa propre ONG de coopération au développement (*BIS-MSI*), elle a collaboré avec des partenaires en Afrique autour des ODD. Pour promouvoir l'ODD 8, les trois syndicats belges ont soutenu la campagne "Timefor8" de la *CSI/CES*.

Et les actions du syndicat chrétien *CSC* se concentrent également sur le P de 'People', avec un accent sur les SDG 3, SDG 4, SDG 5, SDG 8, SDG 11, SDG 12, SDG 13, SDG 16, SDG 17. Concernant le P de "Partnership", l'organisation a développé une feuille de route sur le développement durable au niveau wallon. La *CSC* a également soutenu et promu la campagne 'Timefor8'.

### La société inclusive

Plusieurs organisations œuvrant pour une société plus inclusive accordent une attention particulière aux ODD.

Par exemple, le *Belgian Disability Forum* (*BDF*) travaille selon les principes suivants : "leave no one behind", "connectivité et indivisibilité" et "inclusivité". L'accent est principalement mis sur les ODD 1, ODD 3, ODD 4, ODD 5, ODD 8, ODD 10 et ODD 11. Par le biais de divers canaux de communication, le *BDF* fournit des informations sur la manière dont les ODD sont pertinents pour les personnes handicapées.

Le *Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale* a produit un rapport important sur la durabilité et la pauvreté. Les ODD constituent le cadre de ce rapport. Le Centre de soutien a été reconnu comme *SDG Voice*. Les ODD prioritaires importants pour ses propres activités sont l'ODD 1 et l'ODD 10. Les différentes activités du Service portent sur tous les ODD.

Pour *ATD Quart Monde Belgique*, l'ODD 1 est au cœur de ses activités. L'organisation fait référence à un projet de recherche participative, en partenariat avec l'Université d'Oxford. Dans ce projet, des personnes en situation de pauvreté, des professionnels et des diplômés universitaires peuvent travailler ensemble. L'objectif de ce projet est de parvenir à de meilleures politiques de réduction de la pauvreté aux niveaux national et international.

Lors de la discussion au cours du *SDG Forum*, il est apparu que les processus de transition en général ne sont souvent pas très inclusifs. Tous les groupes sociaux ne peuvent pas y participer pleinement. Ce sont souvent les groupes les plus vulnérables qui sont le plus durement touchés, notamment par le changement climatique, mais qui ont le moins de ressources pour s'en protéger.

### ONG

Il est clair que les différentes ONG accordent beaucoup d'attention aux différents ODD dans toutes leurs activités. Presque tous les ODD sont mentionnés dans les contributions des ONG qui ont participé à

l'enquête. Seul l'ODD 14 n'est pas mentionné. L'ODD le plus souvent mentionné par les différentes ONG est l'ODD 10 (lutte contre les inégalités), suivi de l'ODD 5 (égalité des sexes). Ainsi, la lutte contre les formes d'inégalité semble être très importante pour les différentes organisations de la société civile. En outre, certaines ONG se concentrent spécifiquement sur des ODD bien définis.

Par exemple, on peut dire que le *Nederlandstalige Vrouwenraad* (Conseil des femmes néerlandophone) se concentre beaucoup sur la pauvreté, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, entre autres. Le *Vlaamse Jeugdraad* (Conseil flamand de la jeunesse) donne des avis sur toutes les questions concernant les enfants, les jeunes et les organisations de jeunesse, ce qui est lié à divers ODD. L'institution a également apporté une contribution lors du UPR belge.<sup>7</sup>

L'organisation francophone de développement durable *Associations 21* se concentre principalement sur l'ODD 4. L'organisation a développé un outil spécial, Cap 2030, qui donne l'occasion à un large public d'avoir une discussion active sur les ODD.

L'organisation *Habitat et Participation* travaille principalement autour du thème du logement (ODD 11). *Luttes-Solidarités-Travail* (LST) a une action centrée sur la pauvreté et la lutte contre les inégalités (ODD 1 et 10).

Les activités du conseil des jeunes de la communauté française, le *Forum des Jeunes*, sont principalement liées à une éducation de qualité (ODD 4). Les programmes dans les écoles et les écoles elles-mêmes devraient être mieux adaptés aux défis de demain.

L'organisation néerlandophone de coordination des organisations de développement *11.11.11* fait de la sensibilisation et du plaidoyer politique, exhortant les gouvernements belges à intensifier leurs efforts pour atteindre tous les ODD. L'organisation se concentre principalement sur l'ODD 17 et sur le thème transversal de la cohérence des politiques pour le développement durable (PCSD).<sup>8</sup> Sur le plan thématique, l'accent est mis sur : le changement climatique et la lutte contre son impact, la gestion durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles, rendre les politiques commerciales et d'investissement plus durables, l'égalité d'accès au système juridique pour tous et le devoir de diligence des entreprises, la politique fiscale et l'allègement de la dette des pays à faible revenu, l'obligation de consacrer 0,7 % du PIB à la coopération internationale d'ici 2030, les politiques de migration équitable, la défense de " l'espace civil ", le renforcement de la participation de la société civile et inclusion politique, les partenariats pour le développement durable, l'éducation à la citoyenneté mondiale.

*Sensoa*, le centre d'expertise sur la santé sexuelle, est particulièrement engagé en faveur des ODD 3, ODD 4 et ODD 5. L'organisation francophone de protection de l'environnement *Canopea* s'intéresse principalement aux ODD 7, 11, 12, 13 et 15. L'organisation néerlandophone de développement durable *Reset Vlaanderen* a des activités dans presque tous les ODD. *Trias*, qui vise à renforcer l'esprit d'entreprise dans le Sud, a intégré les composantes "People, Planet and Profit" dans ses stratégies de base. *BOS+* s'engage pour la conservation et l'expansion des forêts et pour une meilleure gestion des forêts. L'organisation travaille au niveau national, en Afrique et en Amérique latine.

À l'instar de 11.11.11, l'organisation faîtière francophone des organisations de développement *CNCD* se concentre sur les ODD et la promotion de la cohérence des politiques (PCSD). Les actions communes sont fortement axées sur l'Afrique centrale et les réponses à la crise climatique. L'organisation de développement *WSM* concentre ses propres activités principalement sur les ODD liés au travail décent et

---

<sup>7</sup> UPR= Universal Periodic Review, een vijfjaarlijkse analyse van de mensenrechtensituatie in een land.

<sup>8</sup> PCSD = Policy Coherence for Sustainable Development

à la protection sociale. Le réseau *Be-cause Health* se concentre principalement sur les actions liées à la santé, aux inégalités et aux droits sexuels et reproductifs.

### Science et recherche

Cette catégorie comprend certaines organisations impliquées dans la promotion de la recherche scientifique et également certains conseils consultatifs. En ce sens, ils donnent probablement une image limitée de l'ensemble du domaine de la science et de la recherche.

Le *Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek Vlaanderen* (FWO, Fonds pour la recherche scientifique en Flandre) indique qu'en principe, en soutenant le développement des connaissances scientifiques, on peut contribuer à tous les ODD. C'est aux chercheurs qui demandent un soutien de décider sur quoi porte leur recherche (et donc à quel ODD cette recherche est liée).

De sa propre initiative, le *Vlaamse Adviesraad voor Innoveren en Ondernemen* (VARIO, Conseil consultatif flamand pour l'innovation et l'entrepreneuriat) a émis un certain nombre d'avis relatifs aux ODD. Ceux-ci comprennent : les ODD comme boussole pour la politique de la science, de l'innovation et de l'entrepreneuriat, les opportunités pour les entreprises flamandes via les ODD, le projet de la quatrième stratégie flamande de développement durable. Une proposition concrète dans ces avis est de conditionner tout soutien gouvernemental aux entreprises à un impact positif sur les ODD.

Le *Strategische Adviesraad Landbouw en Visserij* flamand (SALV, Conseil consultatif stratégique flamand pour l'agriculture et la pêche) a émis plusieurs avis sur les différentes stratégies flamandes clés liées aux questions de durabilité. Celles-ci incluent la mise en œuvre des ODD. Le SALV surveille la mise en œuvre des ODD aux différents niveaux politiques.

L'*Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur* (ARES) de langue française est à la fois une fédération et une administration. En tant que fédération d'institutions éducatives, l'ARES travaille de nombreuses manières à la promotion d'une éducation de qualité (ODD 4). Elle participe aux travaux de diverses organisations internationales travaillant sur le développement durable. En tant qu'administration, l'ARES prend des initiatives pour réduire sa propre empreinte (SDG 13), pour s'efforcer de parvenir à une consommation durable (SDG 12) et pour intégrer des clauses de durabilité dans certains marchés publics (SDG 12). L'écriture inclusive est également encouragée (SDG 5).

## **Thèmes et ODD prioritaires pour la Belgique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030**

### ONG

- S'efforcer d'obtenir un changement systémique du modèle économique dominant. Cela nécessite une approche holistique intégrale des ODD, par le biais du "Donut Model", pour arriver à un modèle dans les limites planétaires. (Nederlandstalige Vrouwenraad, Associations 21, LST, Reset Vlaanderen, BOS+)
- Une attention prioritaire à la crise du climat et de la biodiversité (Nederlandstalige Vrouwenraad, Vlaamse Jeugdraad, Associations 21, BOS+, CNCD en 11.11.11).
- La lutte contre la pauvreté et l'inégalité sous toutes ses formes. (Nederlandstalige Vrouwenraad, Vlaamse Jeugdraad, Habitat et Participation, LST, Reset Vlaanderen)
- Une transition énergétique ambitieuse et équitable. Un choix clair pour les énergies renouvelables et une politique qui rend la transition accessible à tous les groupes sociaux. (Associations 21, Habitat et Participation, LST, Canopea, Reset Vlaanderen)

- Garantir le droit au logement pour tous. (Associations 21, Habitat et Participation, Reset Vlaanderen)
- Une protection sociale forte au niveau national et international. (LST, Reset Vlaanderen, WSM)
- Un accent structurel sur la cohérence des politiques pour le développement durable. (11.11.11, CNCD, Conseil Consultatif sur la Cohérence des Politiques en faveur du Développement, Associations 21, Trias)
- Une éducation de qualité. (Forum des Jeunes)
- Accès équitable à des services de santé adaptés et promotion de la santé sexuelle et reproductive. (Be-cause Health)
- De meilleurs services pour les personnes vivant avec le VIH et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH, de meilleures politiques autour de l'intégrité physique et sexuelle pour le secteur de l'asile et de la migration, des politiques d'éducation autour des relations et de la sexualité. (Sensoa)
- Mettre l'Agenda pour le travail décent de l'OIT au cœur de la politique internationale. (WSM)
- Attention structurelle aux externalités (internationales) des politiques nationales. (11.11.11, Trias, BOS+)

### La société inclusive

- Garantir le droit au logement. Un moyen d'y parvenir est d'augmenter substantiellement le nombre de logements abordables et de qualité. (Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, SDG Forum)
- Une transition énergétique juste. En mettant notamment l'accent sur la rénovation énergétique des logements loués par des personnes à faibles revenus. (Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, ATD Quart Monde, SDG Forum)
- Augmentation de l'offre d'emplois de qualité pour les personnes peu qualifiées. Emploi inclusif (BDF, Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale).
- Égalité des chances en matière d'éducation. (Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale)
- Dans chaque décision politique, demander si les personnes handicapées ont accès à cette politique ou mesure. De manière plus générale, il convient d'accorder une attention beaucoup plus large à la nécessité de "leave no one behind". (BDF)
- Considérer la pauvreté comme une violation des droits de l'homme et pas seulement comme le résultat de la responsabilité individuelle des personnes en situation de pauvreté. (ATD Quart Monde)
- Le processus de participation à l'Examen national volontaire n'est pas totalement inclusif. De nombreuses organisations ou citoyens ne peuvent pas participer. (SDG Forum)

### Syndicats

- Priorité au travail décent. Plus grande attention portée à la qualité du travail et à la santé et la sécurité au travail. (CSC, CGSLB)
- Atteindre le 0,7% pour la coopération internationale. (CGSLB, CSC)
- Ratifier la convention C.190 de l'OIT et éliminer l'écart de rémunération entre les sexes. (CGSLB)
- Importance de la protection sociale. Financement de la protection sociale dans les programmes bilatéraux avec les partenaires internationaux. Financement du Fonds mondial pour la protection sociale et de l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale (OIT). (CSC)
- La transition doit être juste. Les chocs climatiques doivent pouvoir être absorbés par une protection sociale adéquate. (SDG Forum)

- La nécessité d'avoir des politiques avec une perspective à long terme. Les décisions prises maintenant (en réponse à la crise) doivent être compatibles avec les ODD. (SDG Forum)

### Entreprises

- La politique de la Belgique devrait se concentrer sur les ODD et les cibles pour lesquels le score n'est actuellement pas bon. Il s'agit notamment de : la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique total, la part des femmes diplômées dans les domaines STEM au niveau tertiaire, la satisfaction à l'égard des transports publics, la coopération au développement. (UWE)
- Il faut accorder plus d'attention aux impacts associés aux importations et aux exportations. Il est important de prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux au-delà de nos frontières (par exemple, les déchets électroniques, la pollution, le risque de violation des droits de l'homme). Il est nécessaire d'avoir une bonne compréhension de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et des clients. Pour cela, il faut disposer de bonnes données. (UWE)
- Dans le cadre de la transition vers une économie durable, l'accent doit être mis sur : La réduction du CO<sub>2</sub>, l'innovation verte, la mobilité verte et la promotion des principes ESG. Il est important d'examiner les pays de référence de l'UE pour ces thèmes. L'objectif devrait être de faire au moins aussi bien que ces pays de référence pour ces thèmes. (VOKA)
- Notre pays est confronté à quatre défis majeurs : la tendance au ralentissement de la croissance de notre économie et de notre productivité, le vieillissement de notre population, le changement climatique (global), la tendance internationale à la démondialisation. Pour y répondre, il faut un tournant majeur dans quatre grands domaines : la numérisation, l'écologisation, le marché du travail, les gouvernements. (FEB)
- Le secteur agricole doit faire l'objet d'une attention particulière. Pour intégrer les attentes en matière de durabilité, un revenu correct pour les agriculteurs est une condition préalable. Il est important de relever les défis ensemble et à l'échelle de la chaîne. Il est également important que les aliments sains et produits de manière durable soient consommés dans le cadre d'une alimentation et d'un mode de vie sains. (Boerenbond)
- Les entreprises sociales jouent un rôle important. Il est nécessaire d'évaluer la contribution et l'impact positif des différents secteurs au moyen d'indicateurs de durabilité simples et transparents pouvant être facilement contrôlés par n'importe quelle entreprise. (Verso)
- Il est nécessaire de prendre des initiatives pour informer et sensibiliser davantage les petites entreprises aux ODD. (SDG Forum)
- Un défi majeur réside dans le domaine de l'économie circulaire, notamment en mettant l'accent sur l'éco-conception et l'analyse du cycle de vie. (SDG Forum)
- Les différentes législations à différents niveaux politiques constituent un défi pour les entreprises. (SDG Forum)
- La crise énergétique a un impact important sur les entreprises. Dans le même temps, il peut y avoir des possibilités d'accélérer la transition énergétique, notamment en consommant moins d'énergie. (SDG Forum)

### Science et recherche

- L'action climatique. Atténuation du changement climatique. Objectifs de développement durable liés à l'environnement. (ARES, FWO)
- Production et consommation socialement responsables. (ARES, FWO)
- Accès à une éducation de qualité. (ARES)
- La biodiversité. (ARES)

- Protection de la vie marine et terrestre. Lutte contre la pollution. (ARES)
- Prise en compte de l'impact social et environnemental de ses propres activités. (ARES)
- Lutte contre l'exportation de déchets plastiques et de pesticides. (ARES)
- Efforts de recherche soutenus dans les pays riches pour tous les ODD. Ceci est important pour atteindre les ODD au niveau mondial. (FWO)
- Attention portée à un secteur agricole, horticole et agroalimentaire durable. Une vision pour un système alimentaire robuste et durable. (SALV)
- D'autres indicateurs sont nécessaires pour soutenir et surveiller un modèle économique plus durable. Pour les développer, les scientifiques peuvent jouer un rôle important. (SDG Forum)
- Les scientifiques peuvent aider à faire des choix et des évaluations de manière transparente. (SDG Forum)
- Il est important que les cours universitaires soient adéquatement adaptés à la nécessité d'une approche transversale des défis sociétaux. (SDG Forum)

## **Nécessité d'un changement au niveau européen ou international**

### Science et recherche

- Il est nécessaire de réaliser des percées scientifiques dans la chaîne de valeur socio-économique. Pour cela, il faut : (1) intensifier les investissements internationaux dans la recherche et le développement, tant en ressources humaines qu'institutionnelles, (2) développer des initiatives (dans le monde entier) pour le libre accès le plus large possible à l'information (science ouverte) et pour promouvoir l'échange de données normalisées (données ouvertes), (3) stimuler la recherche inter et transdisciplinaire, (4) améliorer et intensifier le dialogue entre les chercheurs, les décideurs politiques et le grand public, (5) continuer à investir dans la formation de la prochaine génération de scientifiques créatifs et de travailleurs techniquement qualifiés. (FWO)
- Quelques défis clés : (1) le développement de modèles économiques durables qui contribuent à réduire les profits des grandes multinationales, (2) l'accès à une éducation de qualité pour tous tout au long de la vie, (3) un plus grand engagement pour réduire l'empreinte carbone (ARES).
- Il est nécessaire d'assurer une plus grande cohérence dans le suivi des ODD par les différents niveaux politiques. Différents indicateurs sont utilisés en fonction du niveau (mondial, européen, belge, flamand). (VARIO)
- Il est nécessaire de mettre en place un meilleur système d'internalisation des coûts externes. Si ce système n'est pas bien organisé, les entreprises peuvent subir un désavantage concurrentiel, par exemple avec une taxe sur le CO<sub>2</sub>. Un arrangement au niveau supra-national est préférable. (VARIO)
- Il faut accorder une attention suffisante à l'égalité des conditions de concurrence sur le marché international. Cette attention se concrétise déjà dans la proposition de la Commission pour un CBAM dans le cadre du système ETS. (VARIO)
- Il est nécessaire de renforcer la cohérence des politiques agricoles et alimentaires communes de l'UE. (SALV)

### Entreprises

- Il est nécessaire d'assurer un suivi adéquat au sein de l'UE afin que tous les pays soient évalués au même niveau et que la barre soit placée aussi haut. (VOKA)
- Au niveau international, tous les pays doivent être impliqués. Ainsi, nous pourrions garantir la compétitivité du continent et éviter les fuites de carbone. (VOKA)

- Il est nécessaire d'adopter une politique alimentaire différente. Des accords sur les prix au sein de la chaîne sont nécessaires. Cela nécessite une adaptation de la législation sur la concurrence. Il est nécessaire de créer des conditions de concurrence véritablement équitables. Dans ce contexte, une forme de prélèvement à la frontière (analogue à la CBAM) conforme à l'OMC pourrait être envisagée. (Boerenbond)
- Il est nécessaire de prendre des mesures pour normaliser la situation actuelle des prix de l'énergie. Les investissements climatiques doivent pouvoir se faire dans un climat d'investissement favorable. (VOKA)
- L'Agenda 2030 représente une nouvelle vision politique autour de laquelle les pays de l'UE peuvent s'unir et pour laquelle les citoyens peuvent être mobilisés. (UWE)

#### La société inclusive

- Les questions prioritaires sont : (1) le développement de mesures, d'instruments et de fonds en fonction d'un financement équitable de la politique climatique, (2) un accent plus fort sur les inégalités et la manière de les réduire, (3) le renforcement des droits en matière d'énergie, d'eau, de mobilité et d'internet. (Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale)
- Les législateurs européens devraient accorder une attention plus systématique à l'inclusion. Cela inclut la "e-société" et la numérisation en général (BDF).
- Le Fonds social pour le climat devrait atteindre les personnes à faibles revenus, vivant dans des logements mal isolés et dans des régions où il y a peu de transports publics. (ATD Quart Monde)
- Il est nécessaire de renforcer la lutte contre la discrimination fondée sur le statut socio-économique. (ATD Quart Monde)

#### Syndicats

- Un accent supplémentaire sur le travail décent, en mettant l'accent sur la qualité du travail. (CGSLB et CSC)
- Législation contraignante autour de la Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme (DDDH). (CGSLB et CSC)
- Protection sociale universelle (USP). (CGSLB)
- Climat et transition juste. (CGSLB et CSC)

#### ONG

- Un accent structurel sur la cohérence des politiques pour le développement durable. (11.11.11, CNCD, Conseil Consultatif sur la Cohérence des Politiques en faveur du Développement, Trias, BOS+, Be-cause Health)
- Des politiques internationales fortes en matière de climat et de biodiversité. (Vlaamse Jeugdraad, BOS+, CNCD, 11.11.11)
- Développer davantage la dimension sociale de l'UE. (Nederlandstalige Vrouwenraad)
- Soutien international aux programmes de protection sociale. (WSM)
- L'UE devrait proposer des projets crédibles de sortie du nucléaire et des énergies fossiles tout en soutenant le développement massif des énergies renouvelables. (Canopea)
- Une politique internationale forte contre la déforestation. (BOS+)
- Une approche globale des ODD et un cadre pour leur suivi qui ne permette pas le "greenwashing". (Reset Vlaanderen)

- Limiter les lobbies qui empêchent les politiques structurelles, les mesures de phasing out ou les normes (budgétaires) qui empêchent les investissements durables. (Associations 21, Habitat et Participation)
- De meilleures politiques structurelles pour l'Afrique centrale (CNCD et 11.11.11).
- Une plus grande attention à la santé et à l'égalité des sexes dans la coopération européenne au développement. (Sensoa)
- La Belgique doit continuer à poursuivre activement les SRHR avec d'autres pays. (Be-cause Health SRHR)

## Quels devraient être les messages clés de la VNR 2023 ?

### La société inclusive

- L'accent est mis sur le principe de "leave no one behind". (BDF)
- L'importance d'une transition juste, en mettant l'accent sur le financement équitable des politiques climatiques. (Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale)
- L'importance d'un meilleur suivi des inégalités et des effets de Matthew dans notre société. (Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale)
- Un choix d'analyse ex ante et ex post des mesures politiques, avec la participation des personnes en situation de pauvreté. (Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale)
- L'urgence de penser et d'agir dans une perspective à long terme. Les mesures en faveur des personnes en situation de pauvreté sont trop souvent provisoires. (ATD Quart Monde)
- Une plus grande attention et reconnaissance des contributions de tous - y compris de ceux qui sont souvent ignorés - aux ODD. (ATD Quart Monde)
- Une meilleure utilisation des outils qui existent déjà pour agir de manière plus participative et cohérente. (ATD Quart Monde)

### Science et recherche

- Souligner l'importance de la recherche scientifique en tant que médiateur de la prospérité et du bien-être dans le monde (FWO)
- Les ODD offrent de nombreuses possibilités aux entreprises. Les ODD 8 et 9 peuvent être renforcés en s'engageant avec les autres ODD. Le profit et la finalité peuvent se renforcer mutuellement. (VARIO)
- Le modèle de croissance actuel n'est pas durable. Il faut une "nouvelle économie" : neutre sur le plan climatique, circulaire, inclusive, avec des chaînes équitables. Il faut un "modèle d'innovation transformatrice". L'UE a déjà pris des initiatives dans ce sens avec le Green Deal et NextGenerationEU. (VARIO)
- Deux choses sont vraiment très importantes : (1) l'accès à une éducation de qualité pour tous et pour toute la vie, (2) la consommation durable. (ARES)

### Syndicats

- Mettre l'accent sur l'importance du travail décent SDG 8 en tant que SDG transformateur (CGSLB et CSC).

### Entreprises

- La communauté des entreprises est déjà fortement engagée dans la réalisation des ODD et continuera de l'être. Le programme VOKA Charter Sustainable Business est innovant et unique. Avec ce programme, notre pays fait figure de pionnier. (VOKA)
- Il est très important d'assurer la cohérence des politiques publiques, et ce au niveau national et européen. C'est important pour accélérer la transition écologique et assurer une plus grande justice sociale. (UWE)
- De manière générale, il est très important d'être plus vigilant sur la cohérence des politiques publiques au niveau national, inter-fédéral et européen. La structure de notre économie belge est très ouverte et ne nous permet pas de faire du "gold plating". (FEB)
- Le VNR devrait exprimer son appréciation pour la production alimentaire durable en Belgique et reconnaître que la durabilité de la production alimentaire est en cours. Il est nécessaire d'ajuster le système en termes de prix équitable pour le producteur comme condition pour une plus grande durabilité. (Boerenbond)
- Par leur mission principale, les entreprises sociales contribuent automatiquement à la réalisation des différents objectifs de durabilité. La manière dont cette société civile est organisée en Belgique est unique et peut servir de modèle à d'autres pays. (Verso)

## ONG

- Il est nécessaire de prendre des engagements concrets pour relever les défis identifiés. (Nederlandstalige Vrouwenraad)
- Il est important de reconnaître que les différentes formes de luttes et de défis sont liées. La lutte pour le climat doit aussi être une lutte pour la justice sociale. (Vlaamse Jeugdraad)
- Des investissements massifs sont nécessaires pour le bien-être mental. (Vlaamse Jeugdraad)
- Il est important de rendre l'éducation au développement durable plus structurelle. (Associations 21)
- Il faut des politiques plus fortes qui puissent apporter des réponses structurelles à la crise du logement (Habitat et Participation).
- Le texte doit montrer que la Belgique veut concrétiser l'engagement de solidarité internationale et qu'elle est un partenaire actif dans la réalisation de la santé et de l'égalité des sexes. (Sensoa)
- Il est nécessaire d'avoir une vision différente sur la façon dont nous traitons l'énergie. D'ici 2030, nous devons réduire massivement la consommation d'énergie pour une transition crédible vers les énergies renouvelables. L'autosuffisance énergétique devrait être au cœur du débat sur l'ODD 7. (Canopea)
- Messages clés : (1) se concentrer sur la solidarité internationale, (2) une approche plus holistique, en particulier pour la politique du logement, (3) combiner les processus pour le VNR et pour la Conférence nationale sur la transition juste, (4) se concentrer sur le renforcement de la propriété et de la démocratie. (Reset Vlaanderen)
- Il y a un besoin d'une interprétation concrète des progrès réalisés en Belgique. (Trias)
- Pour la politique de l'Afrique centrale : (1) renforcement de la société civile dans les pays partenaires, (2) décolonisation et partenariat équitable, (3) cohérence des politiques, (4) meilleur financement de la coopération internationale. (CNCD et 11.11.11)
- Pour la politique climatique : (1) établir un bilan pour l'ODD 13 et l'ODD 12 (12.2), (2) clarifier le lien mutuel entre l'ODD 12 (12.2) et l'ODD 13, à travers des stratégies circulaires, (3) formuler des recommandations pour progresser. (CNCD et 11.11.11)
- Nécessité d'un soutien explicite à l'accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale. (WSM)
- Nécessité d'une "health in all policies strategy". (Be-cause health)

- Maintien du soutien aux SRHR. (Be-cause santé SRHR)